

FINANCEMENT ET TRANSFORMATION DE L'AGRICULTURE AU SAHEL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST

1er décembre 2022

INTRODUCTION

L'agriculture au Sahel et en Afrique de l'Ouest revêt une importance cruciale tant pour la sécurité alimentaire que pour le développement économique. Cette région, riche en ressources naturelles, est confrontée à des défis complexes, notamment le changement climatique, la pression démographique et les fluctuations des marchés mondiaux. Dans ce contexte, la question du financement agricole émerge comme un élément central pour impulser une transformation du secteur et assurer la résilience des communautés locales. Dans les années 80, les ajustements structurels ont incité les États sahéliens et ouest-africains à se désengager des secteurs productifs, dont l'agriculture.

Malgré la privatisation et le retrait de l'État de ces secteurs, la production agricole locale destinée à l'alimentation a cédé la place à des importations massives, impactant négativement les termes des échanges et la balance commerciale de pays comme le Niger. Le secteur agricole, représentant 27 % du PIB et fournissant 80 % de l'emploi total, demeure crucial pour la région, Malgré son statut de premier secteur de l'économie, l'agriculture sahélienne, et spécifiquement nigérienne, est confrontée à des obstacles majeurs, notamment l'accès limité aux financements, entravant le potentiel de croissance. De plus, le dérèglement climatique pose des défis en altérant les rendements agricoles et en exposant les agriculteurs à une précarité croissante. La Banque agricole du Niger (BAGRI) joue un rôle prépondérant dans les initiatives visant le financement et la transformation de l'agriculture au Sahel et en Afrique de l'Ouest surtout au Niger.

LES PANÉLISTES INVITÉS

Ont pris part à ce dialogue virtuel :

Laurent Bossard, Ancien Directeur du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO)

Gilles Yabi, Directeur exécutif de WATHI

Dr. Maman-Lawal Bagoudou Mossi, Directeur générale de la Banque agricole du Niger (BAGRI)

Note : Les QUICK sont des documents courts issus des tables rondes virtuelles de WATHI. Ils présentent les principaux constats et les pistes d'action et sont destinés à alimenter le débat public, l'action collective et les décisions des autorités politiques.

LES PRINCIPAUX CONSTATS

- Les ajustements structurels ont induit le désengagement des États des secteurs productifs, marquant ainsi la privatisation de la Banque de développement de la République du Niger (BDRM), transformée en SONIBANK avec des actionnaires exclusivement privés, l'État ne conservant que 5 %. En revanche, la Caisse nationale de crédit agricole a éprouvé des difficultés à trouver des repreneurs en raison du caractère plus risqué du secteur de financement agricole. La solution adoptée a été de simplement enregistrer des pertes et des profits, reflétant les défis du choix de réponse face à un environnement financier incertain. La décision de l'État du Niger s'est matérialisée par le démantèlement de la Caisse nationale de crédit agricole, entraînant l'abolition de tous les mécanismes d'accompagnement existants à l'époque, tels que l'encadrement paysan des structures liées à l'Union nationale des coopératives du Niger (UNCC). Ce changement a eu des implications significatives, impactant non seulement le secteur financier mais également les réseaux de soutien agricole, mettant ainsi en lumière les compromis difficiles auxquels les autorités étaient confrontées. Ces réformes structurelles ont inévitablement remodelé le paysage financier et agricole, illustrant les dilemmes inhérents aux ajustements nécessaires pour s'adapter à des réalités économiques changeantes. Les conséquences de ces choix se sont fait ressentir à divers niveaux, créant des répercussions tant au niveau des institutions financières que des communautés agricoles dépendantes des mécanismes d'encadrement supprimés.
- En 2010, deux décennies après les périodes des politiques d'ajustements structurels, la privatisation et le désengagement de l'État dans le secteur agricole ont eu des conséquences significatives au Niger. Les produits traditionnellement cultivés localement pour la subsistance alimentaire de la population ont été largement supplantés par des importations massives. Cette transition a exercé une pression considérable à la fois sur les termes d'échanges et sur la balance commerciale du pays. La privatisation, censée stimuler l'efficacité du secteur, a plutôt conduit à une dépendance accrue à l'égard des importations. La diversification de la production locale a été négligée au profit d'une focalisation sur des cultures spécifiques destinées à l'exportation, contribuant ainsi à la vulnérabilité de la sécurité alimentaire nationale. Parallèlement, le retrait de l'État a laissé un vide en matière de régulation et de soutien aux agriculteurs locaux. Ces derniers ont été confrontés à des défis tels que l'accès limité aux intrants agricoles, aux crédits et à la technologie, entravant leur capacité à compétir sur le marché mondial. Les importations massives ont également exacerbé les déséquilibres commerciaux, entraînant une dégradation des termes d'échanges. Cette situation a non seulement compromis la souveraineté alimentaire du Niger, mais a également mis en lumière la nécessité de réévaluer les politiques agricoles afin de promouvoir la résilience économique et alimentaire à l'échelle nationale.
- Les banques commerciales se trouvaient dans l'incapacité d'appréhender et de comprendre les besoins spécifiques des agriculteurs, faute de moyens et d'outils adaptés. En effet, elles percevaient le secteur agricole comme particulièrement risqué en raison de l'absence d'assurances agricoles et de la précarité des patrimoines des agriculteurs, ne permettant pas de répondre aux exigences de garanties des banques conventionnelles. De plus, les banques éprouvaient une méconnaissance profonde du milieu agricole et de ses activités. La complexité des opérations agricoles, combinée à l'absence d'instruments financiers adaptés, créait un fossé entre les besoins réels des agriculteurs et les services bancaires disponibles. Le manque d'assurances spécifiques pour le secteur agricole ajoutait une couche supplémentaire de risque perçu, décourageant les banques commerciales d'investir dans ce domaine. Par ailleurs, du côté des agriculteurs, l'incapacité à fournir des garanties conventionnelles constituait un obstacle majeur à l'accès aux financements. Les

banques, souvent centrées sur des modèles de prêt standardisés, ne prenaient pas en compte les réalités économiques et les cycles agricoles, renforçant ainsi le déséquilibre financier.

- En qualité d'acteur économique, une banque vise à maximiser ses bénéfices tout en minimisant les risques et les délais. Cette quête d'efficacité explique en grande partie la rareté des banques agricoles privées. Pour illustrer cela, l'octroi d'un prêt agricole nécessite du temps, des ressources substantielles, et implique une prise en compte minutieuse des marges et des risques inhérents. La garantie des investissements demeure souvent une lacune, créant un écart avec les modèles économiques et les réglementations bancaires en vigueur. La complexité des opérations agricoles, couplée à l'incertitude liée aux rendements et aux conditions météorologiques, rend les prêts agricoles moins attrayants pour les banques traditionnelles. Ces dernières, axées sur la rapidité et la réduction des risques, hésitent à s'engager dans un domaine où la variabilité des résultats peut être significative. L'absence de garantie pour les investissements agricoles représente un défi majeur, car elle diverge des pratiques habituelles de la réglementation bancaire. Cela souligne la nécessité d'adapter les approches financières pour tenir compte des réalités spécifiques du secteur agricole.
- Le Niger se distingue en tant que producteur, démontrant son expertise dans la culture de produits tels que le soja et le sésame. Toutefois, l'exportation vers des marchés stratégiques, notamment en Occident, requiert le respect de conditions spécifiques. Malheureusement, ces critères ne sont pas rigoureusement observés, car le pays a perdu son encadrement paysan et ne se conforme plus aux normes non tarifaires ainsi qu'à certains protocoles techniques imposés par les nations occidentales. La défaillance de l'encadrement paysan a eu des répercussions significatives sur la qualité et la conformité des produits destinés à l'exportation. L'absence de directives claires a entraîné des lacunes dans la mise en œuvre des bonnes pratiques agricoles, ce qui a nui à la compétitivité sur les marchés internationaux. En outre, le non-respect des normes non tarifaires et des itinéraires techniques imposés par les pays occidentaux a créé des obstacles majeurs aux échanges commerciaux. Les exigences de qualité, de traçabilité et de respect de l'environnement sont des aspects cruciaux que le Niger doit rétablir pour garantir l'accès et la pérennité sur ces marchés. La réhabilitation de l'encadrement paysan, l'adoption de pratiques agricoles conformes aux standards internationaux et la mise en place de mécanismes de contrôle de la qualité sont des impératifs pour restaurer la crédibilité du secteur agricole nigérien sur la scène mondiale.
- Au Niger, le taux de bancarisation économique se situe entre 4 et 5%. Cette réalité complexe peut être attribuée à divers facteurs, parmi lesquels se distinguent les défis d'accès aux crédits, accompagnés ultérieurement de préoccupations liées aux coûts. Néanmoins, il est impératif de reconnaître que l'investissement via les institutions bancaires demeure essentiel pour accomplir une transformation significative dans le secteur agricole. Ces investissements, nécessaires à long terme, requièrent des taux concessionnels. Le problème d'accès aux crédits découle en grande partie des processus bureaucratiques complexes et des critères de garantie stricts auxquels les agriculteurs peuvent difficilement satisfaire. Cette situation entrave non seulement le développement des exploitations agricoles, mais limite également les opportunités d'investissement et de croissance économique dans le secteur. Par ailleurs, la question des coûts associés aux prêts bancaires agit comme un frein supplémentaire. Les taux d'intérêt souvent prohibitifs compromettent la viabilité des projets agricoles à long terme. Pour promouvoir efficacement une transformation agricole, il est essentiel de mettre en place des mécanismes financiers qui offrent des taux concessionnels, encouragent l'innovation et stimulent l'investissement dans des projets durables.
- La Banque agricole du Niger (BAGRI) a élaboré des offres spécifiques prenant en considération la dimension du genre. Un crédit agricole, établi avec le soutien de la coopération luxembourgeoise, englobe un apport personnel, une subvention et un crédit. Initialement, l'apport personnel représentait 10%, les subventions pouvaient atteindre jusqu'à 40%, et le reste était couvert par le crédit. Toutefois, afin de réduire les contraintes pour les jeunes et les femmes, l'apport personnel a été réduit à 5%. La BAGRI a mis en place des programmes spécifiquement dédiés aux femmes, démontrant son engagement en faveur de l'égalité des genres. Par exemple, la banque organise des concours et promeut activement la

participation des femmes dans la transformation des produits agricoles. Cette initiative va au-delà du simple soutien financier en favorisant l'autonomisation et l'inclusion des femmes dans des secteurs clés de l'économie agricole. Un autre aspect essentiel de l'engagement de la BAGRI envers l'égalité des genres est son programme d'accompagnement visant à faciliter l'embauche à travers la création d'un fonds garanti spécifique pour les coopératives. Cette mesure vise à encourager la participation active des femmes dans les coopératives agricoles en facilitant l'accès aux ressources nécessaires.

- L'un des défis majeurs pour l'élevage au Niger réside dans la problématique du forage. Afin d'apporter des solutions concrètes, le Centre National de Recherche Agronomique et l'Université de Niamey ont entrepris des recherches approfondies visant à faciliter la culture fourragère dans le pays. Des essais significatifs sont en cours sur des exploitations agricoles à Maradi et Niamey, visant à évaluer l'adaptabilité de la culture fourragère aux particularités du terroir nigérien. Ces recherches revêtent une importance capitale, car elles cherchent à relever le défi de la pénurie de fourrage, un enjeu crucial pour l'élevage. En explorant les opportunités offertes par la culture fourragère, les scientifiques contribuent à diversifier les sources alimentaires pour le bétail et à renforcer la résilience des communautés agricoles face aux aléas climatiques. L'implémentation de tests sur le terrain à Maradi et Niamey permet de prendre en compte les spécificités régionales, essentielles pour déterminer la viabilité et l'efficacité des pratiques culturelles. Ces essais pratiques contribuent à consolider les résultats des recherches en laboratoire et à élaborer des solutions concrètes pour surmonter les défis propres au contexte nigérien.

RECOMMANDATIONS

- Établir un cadre de dialogue dynamique entre les producteurs et les autorités étatiques afin de concevoir des mesures incitatives et des réglementations stratégiques. L'objectif est de réguler de manière plus efficace le marché local, accroître son attractivité et garantir un environnement propice au développement durable du secteur agricole.
- Mettre en place des mécanismes visant à simplifier les procédures bureaucratiques et à assouplir les critères de garantie. Cela pourrait inclure la création de fonds dédiés pour soutenir les exploitations agricoles, en particulier celles détenues par des jeunes et des femmes.
- Encourager la collaboration entre le secteur public, les institutions financières, les organisations de recherche et le secteur privé pour favoriser une approche holistique pour résoudre les défis agricoles. Les partenariats peuvent stimuler l'investissement, faciliter le transfert de connaissances et accélérer la mise en œuvre de solutions innovantes.
- Soutenir activement le renforcement des capacités des agriculteurs, leur permettant ainsi de concevoir et de mettre en œuvre des projets et des programmes conformes aux exigences des partenaires externes. Cela favoriserait une meilleure intégration sur le marché, améliorant l'accès aux prêts et aux partenariats, et renforçant la compétitivité des produits agricoles nigériens.
- Élaborer des investissements structurants prenant en compte les conditions, les ressources et les besoins spécifiques des agriculteurs. L'objectif est d'établir des modalités de remboursement flexibles, adaptées à chaque partie prenante, promouvant ainsi une distribution équitable des bénéfices.
- Introduire une modernisation significative des pratiques agricoles en investissant dans des équipements innovants. L'installation de technologies modernes vise à faciliter les activités agricoles, tout en augmentant de manière qualitative et quantitative la production, contribuant ainsi à créer une valeur ajoutée dans le secteur.

POUR ALLER PLUS LOIN |

VIDÉO DE LA CONVERSATION

- Intensifier la recherche sur les pratiques agricoles durables pour faire face aux défis du forage et de la disponibilité des fourrages, les organismes de recherche devraient intensifier leurs efforts pour développer des pratiques agricoles durables. Cela pourrait impliquer la promotion de techniques d'irrigation efficaces et la sensibilisation des agriculteurs aux méthodes de gestion des pâturages.
- Mettre en place des incitations spécifiques visant à attirer les jeunes vers les opportunités d'emploi dans les zones rurales. Cela contribuera à leur engagement qualitatif dans le développement agricole du Niger, renforçant simultanément le savoir-faire africain et garantissant la pérennité du secteur.

| CITATIONS DE L'INVITÉ

« Les paysans nigériens étaient négligés, abandonnés, sans que les banques ne mettent en place des mécanismes adaptés aux petits exploitants qui, à leur tour, se trouvaient dans l'incapacité de fournir des garanties suffisantes. »

« Les banques traditionnelles manquaient d'instruments nécessaires pour analyser, comprendre et prendre en considération les préoccupations des paysans. L'ignorance de leur modèle économique a conduit à la création de la Banque agricole du Niger (BAGRI). »

« En dépit de la privatisation et du désengagement de l'État du secteur productif, les productions locales ont été largement remplacées par d'importantes importations. »

« Les banques, axées sur la maximisation des profits tout en minimisant les risques et les délais, expliquent la rareté des banques agricoles privées. »

« Si l'on envisage la digitalisation, la connectivité sera présente dans les principales villes, mais elle ne sera pas étendue aux villages. »



Le site internet principal de WATHI

www.wathi.org



facebook.com/wathi.org/



[@WATHI_ThinkTank](https://twitter.com/WATHI_ThinkTank)



[@wathi_think_tank](https://www.instagram.com/wathi_think_tank)



[@wathi-think-tank](https://www.linkedin.com/company/wathi-think-tank)

Le podcast **Ça fait débat avec WATHI** sur le site de RFI

rfi.fr/fr/podcasts/ça-fait-débat-wathi/

Nos podcasts « Les Voix(es) de WATHI » sont disponibles sur :

